

A R R E T E

La Ministre de la Culture et de la Communication

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques;

VU le décret modifié du 18 mars 1924 pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913;

VU le décret n°94-87 du 28 janvier 1994 relatif aux compétences de la V^o section de la Commission supérieure des monuments historiques;

VU le décret n° 97-713 du 11 juin 1997 modifié, relatif aux attributions du Ministre de la Culture et de la Communication;

VU l'avis de la commission supérieure des monuments historiques (5ème section) du 13 décembre 2001;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier;

CONSIDERANT que la conservation de la partie instrumentale de l'orgue de l'église Saint-Sauveur à ARGENTON-sur-CREUSE (Indre), présentent un intérêt public au point de vue de l'histoire de la musique en tant que témoin de l'évolution de la facture d'orgues du XIX^e siècle.

A R R E T E

Article 1er - L'immeuble par destination ci-après désigné est classé parmi les monuments historiques :

Région CENTRE

36 - Indre - ARGENTON sur CREUSE - Eglise Saint-Sauveur -

Partie instrumentale de l'orgue, construit par la Société en commandite par actions « A.CAVAILLE-COLL & Cie » entre 1863 et 1867.

Article 2 - Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, au maire de la commune, propriétaire, à l'affectataire, intéressés, qui seront responsables chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Paris, le 9 AVR. 2002

Pour la Ministre et par délégation,
la Directrice de l'Architecture et du Patrimoine et par délégation,
le Sous-Directeur de l'Architecture et du Patrimoine


François GOVEN

POUR AMPLIATION

**Le Chef du Bureau du Patrimoine
Mobilier et Instrumental**


Judith KAGAN